

OTC

La modernisation du poste frontière de Meghri est terminée

Hier, dans le cadre du Forum international des douanes qui se tiendra à Moscou les 21 et 22 octobre, le président du Comité des recettes de l'État de la République d'Arménie, Rustam Badasyan, a rencontré le chef du service des douanes d'Iran Mehdi Mirashrafi.

Au cours de la réunion, la reconstruction et la modernisation du poste frontière de Meghri, ainsi que les travaux visant à améliorer les flux de trafic entre les postes de contrôle Meghri-Norduz ont été discutés.

Le 7 février 2020, les accords de prêt et de subvention du programme de passage de la frontière de Meghri ont été signés entre l'Arménie et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement par le bureau arménien du ministère des Finances d'Arménie et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement.

L'objectif du projet est de financer la reconstruction et la modernisation du point de passage de Meghri de la frontière d'État de la République d'Arménie, qui est qui constate une augmentation du flux de véhicules transportant des marchandises à travers ce poste de contrôle d'année en année. La modernisation du point de passage de Meghri contribuera également à l'activation du corridor de transport Nord-Sud, stimulera le transport de transit à travers ce dernier.

Krikor Amirzayan

22/10/2021

Karapetian blâme l'OTAN pour le rôle de la Turquie dans la guerre du Karabakh

La participation active de la Turquie, membre de l'OTAN, à la guerre de l'année dernière au Haut-Karabakh a sapé la confiance de l'Arménie dans l'alliance dirigée par les États-Unis, a déclaré jeudi le ministre de la Défense, Archak Karapetian, à un envoyé de l'OTAN en visite.

Javier Colomina Piriz, le nouveau représentant spécial du secrétaire général de l'OTAN pour le Caucase du Sud et l'Asie centrale, s'est entretenu séparément avec Karapetian et le Premier ministre Nikol Pachinian lors de sa première visite à Erevan.

Des sources officielles arméniennes ont déclaré que les pourparlers se sont concentrés sur l'avenir des relations de l'Arménie avec l'OTAN, ainsi que sur la sécurité régionale et la situation actuelle dans la zone de conflit du Karabakh en particulier.

Le ministère arménien de la Défense a déclaré que Karapetian avait parlé du « rôle de la Turquie, membre de l'OTAN, dans la guerre de 44 jours déclenchée contre l'Artsakh ». Il a déclaré que ce phénomène a « réduit la confiance envers l'OTAN dans la tâche de maintenir la paix et la stabilité dans la région », a ajouté le ministère dans un communiqué.

Il n'a pas précisé si Karapetian, qui s'est fréquemment rendu en Russie depuis qu'il a été nommé ministre de la Défense en juillet, a signalé l'intention d'Erevan de reconsidérer ses relations avec l'alliance à cause de cela.

Un communiqué publié par le bureau de presse du gouvernement arménien, a déclaré que Pachinian « attachait de l'importance, au sens politique, à la coopération avec l'OTAN ». On ne sait pas s'il s'est lui aussi plaint de l'implication turque dans la guerre de six semaines.

Peu de temps après le déclenchement de la guerre du Karabakh, le président français Emmanuel Macron, un autre État membre clé de l'OTAN, a également accusé les Turcs de recruter des « combattants syriens de groupes djihadistes » pour l'Azerbaïdjan.

« Une ligne rouge a été franchie, ce qui est inacceptable », a déclaré Macron le 1er octobre 2020. « J'exhorte tous les partenaires de l'OTAN à condamner le comportement d'un membre de l'OTAN. »

Le président Armen Sarkissian a soulevé la question avec le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, lors de leur rencontre à Bruxelles à la fin du mois d'octobre 2020. Lors d'une conférence de presse conjointe avec Stoltenberg, Sarkissian a accusé la Turquie d'entraver également les efforts internationaux pour négocier un cessez-le-feu arméno-azerbaïdjanais.

Stoltenberg a exprimé de sérieuses inquiétudes au sujet des hostilités, mais n'a pas critiqué Ankara. Il a déclaré que l'OTAN « ne fait pas partie de ce conflit ».

Selon le bureau de presse de Pachinian, Javier Colomina Piriz a déclaré que l'OTAN était prête à utiliser ses liens avec les États de la région pour contribuer à la paix et à la stabilité dans le Caucase du Sud.

Les gouvernements arméniens successifs ont cherché à approfondir leurs liens avec l'OTAN tout en maintenant l'alliance politique et militaire avec la Russie. Les troupes arméniennes ont participé à la mission dirigée par l'OTAN en Afghanistan, et des dizaines d'entre elles sont toujours déployées au Kosovo dans le cadre d'une opération multinationale de maintien de la paix également dirigée par l'OTAN.

3- Les Nouvelles d'Arménie

22/10/2021

Le Président du Sénat de France a proposé de signer un mémorandum de coopération avec l'Assemblée nationale d'Arménie



Le 21 octobre, Alen Simonyan, président de l'Assemblée nationale d'Arménie a rencontré la vice-présidente du Sénat de la République française, Pascale Gruny Sénatrice de l'Aisne (Hauts-de-France).

Alen Simonyan a mentionné que les rencontres avec les partenaires français sont toujours uniques pour leur atmosphère amicale et chaleureuse. Selon le Président de l'Assemblée nationale, le soutien de la France et de son peuple à l'Arménie et au peuple arménien d'abord dans la lutte contre le coronavirus, puis pendant la guerre catastrophique est un témoignage d'amitié sincère. Dans ce contexte, l'adoption de résolutions condamnant l'agression azéro-turque contre l'Artsakh et sur la nécessité de la reconnaissance de la République du Haut-Karabagh par les deux chambres du Parlement a été soulignée. Le Président de l'Assemblée nationale d'Arménie a noté que l'Arménie apprécie toujours hautement le rôle sérieux de la France en tant que coprésidente du Groupe de Minsk de l'OSCE dans le seul format internationalement reconnu de résolution du conflit du Haut-Karabagh.

Les parties ont évoqué les relations interparlementaires en soulignant le rôle remarquable de ces dernières dans le développement et l'enrichissement du dialogue politique entre l'Arménie et la France.

La Vice-présidente du Sénat de France a transmis à Alen Simonyan l'invitation du

Président du Sénat à effectuer une visite en République française. Il a également présenté la proposition du Président du Sénat français de signer un mémorandum de coopération avec l'Assemblée nationale d'Arménie.

Les parties ont également eu une conversation sur l'efficacité de la coopération parlementaire arméno-française dans les plateformes multilatérales. Armenpress.

par [Krikor Amirzayan](#)

4- Le Courrier d'Erevan

22/10/2021

<https://www.courrier.am/fr/actualite/des-centaines-de-milliers-de-mines-ont-ete--posees-par-lazerbaïdjan-dans-les-annees-1990>

« Des centaines de milliers de mines ont été posées par l'Azerbaïdjan dans les années 1990, mais ils veulent donner l'impression d'être des victimes »: Yeghishe Kirakossian à la Cour de La Haye

« L'Azerbaïdjan essaie de jouer le rôle de victime. La déclaration de l'Azerbaïdjan est fondée sur le principe de la fausse équivalence, elle est

tactiquement conçue pour donner l'impression que l'Azerbaïdjan est une victime. Lorsque l'Arménie a soulevé la question de l'Azerbaïdjan qui propage la haine, l'Azerbaïdjan a fait de même. L'Azerbaïdjan a également répondu de la même manière à la déclaration arménienne sur la destruction de notre patrimoine culturel.

L'Azerbaïdjan parle des événements de Khojaly, en déformant la réalité. Cela vaut-il la peine de parler du génocide des Arméniens de souche à Gandzak, Maragha, Soumgaït ? Non, je ne le ferai pas.? Ce n'est pas le bon moment pour ça. Je ne peux pas imaginer que ce soit efficace pour le tribunal.

L'Azerbaïdjan diffuse de fausses informations sur l'identité de ceux qui ont posé des mines à la frontière de l'Artsakh et sur l'objectif poursuivi. Des centaines de milliers de mines ont été posées par l'Azerbaïdjan dans les années 1990. Nous avons tous souffert des mines. Pendant des décennies, mon pays a essayé de procéder à un déminage complet, mais l'Azerbaïdjan a ensuite interdit les missions humanitaires, sachant que les principaux bénéficiaires étaient des personnes d'origine arménienne. Ce n'est que maintenant que ces personnes ont été déplacées que l'Azerbaïdjan a soudainement pris conscience de l'importance du déminage.

Le Premier ministre arménien Nikol Pachinyan a déclaré à plusieurs reprises qu'il était prêt à rencontrer les dirigeants azerbaïdjanais, notamment pour discuter de la question des cartes de déminage. Nous avons déjà fourni des cartes à l'Azerbaïdjan à deux reprises, mais nous ne sommes pas obligés de le faire. Nous sommes prêts à le faire pour des raisons humanitaires. Mais même au moment où nous nous trouvons devant la Cour, l'Azerbaïdjan viole le cessez-le-feu en envahissant le territoire souverain de la République d'Arménie et en prenant constamment pour cible les civils », a déclaré Eghishe Kirakosyan, représentant l'Arménie à la Cour internationale de justice des Nations unies, commentant les arguments de la partie azerbaïdjanaise.

Pour rappel, du 14 au 19 octobre, la Cour internationale de justice tient des audiences sur une requête déposée par l'Arménie contre l'Azerbaïdjan et l'Azerbaïdjan contre l'Arménie pour violation de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

5- Les Nouvelles d'Arménie

22/10/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=84985

L'Arménie va nommer des commissaires de la diaspora dans les pays étrangers

L'Arménie nommera bientôt des commissaires aux affaires de la diaspora dans les pays étrangers, selon une décision approuvée par le gouvernement le jeudi 21 octobre.

Les commissaires seront nommés par le Premier ministre arménien, sur proposition du commissaire en chef aux affaires de la diaspora, en tant que conseillers publics dans les pays étrangers. Ils ne seront pas payés, selon le projet de proposition.

L'objectif de l'introduction de l'Institut des commissaires de la diaspora, selon le projet, est de développer le partenariat Arménie-diaspora et d'accroître l'efficacité des deux côtés. Il vise également à assurer des relations durables entre les communautés arméniennes, à impliquer tout le potentiel de la diaspora, ainsi qu'à soutenir la préservation de l'identité arménienne, le rapatriement et l'organisation d'événements visant à l'intégration des Arméniens de la diaspora en Arménie.

par [Jean Eckian](#)

6- Nor Haratch Hebdo

22/10/2021

La Norvège et Moderna s'engagent à faire un grand don de vaccins à l'Arménie

Le gouvernement norvégien et Moderna se sont engagés à donner à l'Arménie plus de 620 000 doses du vaccin fabriqué par la société de biotechnologie américaine, a annoncé vendredi le ministre de la Santé, Anahit Avanesian.

Avanesian a déclaré que le ministère arménien de la Santé avait signé jeudi un « accord trilatéral » à cet effet. « Merci au Royaume de Norvège et à la société Moderna pour vos efforts pour surmonter la pandémie », a-t-elle écrit sur sa page Facebook.

Avanesian a déclaré que l'Union européenne contribuera aux prochaines expéditions du vaccin Spikevax de Moderna vers l'Arménie. Elle n'a donné aucune date pour leur livraison.

Le cofondateur et président de Moderna, Noubar Afeyan, est un homme d'affaires milliardaire arméno-américain. Afeyan a financé divers projets caritatifs en Arménie.

L'Arménie a déjà reçu de plus petites quantités de vaccins donnés par les gouvernements français, belge, lituanien, chinois et russe.

Les autorités sanitaires de l'État du Caucase du Sud ont commencé à utiliser plus tôt ce mois-ci 50 000 doses de Spikevax fournies par le gouvernement lituanien. Auparavant, les Arméniens n'avaient reçu que des vaccins chinois et russes, ainsi que le vaccin Astra Zeneca développé par l'Université d'Oxford.

Avanesian a déclaré en juillet que l'Arménie achèterait cet automne 50 000 doses du vaccin à dose unique de Johnson & Johnson et 300 000 doses du vaccin Novavax. Peu de temps après, le gouvernement arménien a alloué des fonds pour l'achat de 300 000 doses du vaccin Pfizer/BioNTech. Aucun de ces vaccins n'a encore été importé.

Cette dernière promesse de don intervient alors que les autorités d'Erevan tentent d'accélérer le rythme des vaccinations et que continuent d'augmenter les cas de coronavirus et les hospitalisations.

Au 17 octobre, un peu plus de 403 000 citoyens arméniens ont reçu au moins une dose d'un vaccin contre le coronavirus et seulement environ 185 000 d'entre eux sont complètement vaccinés.

À partir du 1er octobre, tous les travailleurs arméniens sont tenus de se faire vacciner ou de passer des tests de coronavirus deux fois par mois à leurs frais. Avanesian a déclaré la semaine dernière que les autorités pourraient également introduire un laissez-passer sanitaire obligatoire contre les coronavirus pour l'entrée dans les lieux culturels et de loisirs.

7- Les Nouvelles d'Arménie

21/10/2021

https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=85015

La solution du problème frontalier entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan nécessite des compromis mutuels affirme Valdimir Poutine

La Russie peut jouer un rôle clé dans la résolution du problème frontalier entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, a déclaré jeudi le président russe Valdimir Poutine lors d'une réunion du Club de discussion Valdai à Sotchi, rapporte l'agence de presse Interfax .

« Le plus important maintenant est de régler enfin la situation à la frontière [entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan]. Et ici, bien sûr, rien ne peut être fait sans la participation de la Russie », a déclaré Valdimir Poutine.

« Ici, nous n'avons peut-être besoin de personne, sauf des deux côtés et de la Russie. Il y a des choses très simples et pragmatiques : oui, il y a des cartes dans l'état-major de l'armée russe, qui montrent comment les frontières des deux républiques soviétiques étaient à l'époque soviétique », a noté le président russe.

Il a ajouté qu'« il y a des choses qui nécessitent des compromis mutuels - pour aligner quelque chose, quelque part, échanger quelque chose quelque part ».

Dans le même temps, il a souligné que Moscou envisage également une option multilatérale pour résoudre cette situation, en particulier le Groupe de Minsk de l'OSCE. « Nous y travaillons, y compris avec nos partenaires, il est important d'atteindre l'objectif principal - la situation sécuritaire et la construction de relations futures de manière positive », a déclaré le président russe.

Il a rappelé que la déclaration trilatérale prévoit une éventuelle prolongation du

séjour du contingent russe de maintien de la paix dans la zone de conflit. « Mais ce n'est pas la question, le plus important est de savoir comment construire des relations entre les deux pays, et j'espère que nous pourrons le faire », a déclaré Vladimir Poutine.

8- Nor Haratch Hebdo

21/10/2021

Nouveau cycle de négociations entre Arméniens et Azéris à Moscou

De hauts responsables gouvernementaux d'Arménie et d'Azerbaïdjan ont entamé mercredi un nouveau cycle de négociations sous la médiation de la Russie sur le rétablissement des liens économiques.

Ils se sont rencontrés pour la dernière session de deux jours d'un groupe de travail trilatéral mis en place par les gouvernements arménien, azerbaïdjanais et russe en janvier. Ils ont discuté des modalités pratiques de l'ouverture de la frontière arméno-azerbaïdjanaise au trafic commercial conformément au cessez-le-feu négocié par la Russie.

Erevan et Bakou ne seraient cependant toujours pas parvenus à un accord sur les questions clés à l'ordre du jour du groupe de travail co-dirigé par les vice-Premiers ministres des trois États. Leurs discussions se concentreraient pour le moment sur les aspects juridiques de l'ouverture des liaisons de transport entre

l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

S'adressant à la presse à Erevan, le vice-Premier ministre arménien Mher Grigorian a déclaré que les deux parties avaient progressé dans la restauration de leurs liaisons ferroviaires de l'ère soviétique.

De son côté, le vice-Premier ministre russe Alexei Overchuk a insisté le mois dernier sur le fait que le groupe trilatéral n'avait pas discuté d'éventuels corridors de transport.

Le ministre azerbaïdjanais des Affaires étrangères, Jeyhun Bayramov, a quant à lui parlé mercredi de « messages positifs » en provenance d'Erevan ces derniers temps, sans donner plus de détails. Il a seulement dit que Bakou espère qu'ils se traduiront bientôt par des « résultats concrets ».

9- Les Nouvelles d'Arménie

21/10/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=84928

Azerbaïdjan vs Arménie devant un tribunal de l'ONU : que s'est-il passé à La Haye ?



Pendant deux jours consécutifs, les 14 et 15 octobre, la Cour internationale de justice des Nations Unies a examiné la demande d'application de mesures urgentes dans le cadre du procès Arménie contre Azerbaïdjan

La Cour internationale de justice des Nations Unies a tenu des audiences sur l'affaire Azerbaïdjan contre Arménie . Bakou accuse Erevan d'avoir violé la Convention internationale sur l'abolition de toutes les formes de discrimination raciale. Les intérêts de l'Azerbaïdjan étaient représentés par le vice-ministre des Affaires étrangères Elnur Mammadov devant le tribunal.

Avant cela, la Cour internationale de justice des Nations Unies a tenu des audiences sur une plainte similaire de l'Arménie contre l'Azerbaïdjan.

Le 24 septembre 2021, l'Azerbaïdjan a déposé une plainte, selon laquelle « l'Arménie a commis et continue de commettre des actes discriminatoires contre les Azerbaïdjanais sur la base de leur origine nationale et ethnique ».

S'exprimant devant le tribunal, Mammadov a noté que l'Azerbaïdjan considère qu'il est nécessaire d'introduire d'urgence des mesures provisoires contre l'Arménie : « La campagne arménienne de nettoyage ethnique et d'incitation à la violence se poursuit et afin d'éviter des dommages irréparables aux Azerbaïdjanais, des mesures provisoires temporaires sont requises de toute urgence ».

Le vice-ministre a donné des informations sur la mort, les blessures et la saisie de civils à la suite de la tragédie de Khojaly en 1992. « Aux yeux des formations armées arméniennes, leur seul crime était d'être d'origine azerbaïdjanaise. Pour cette seule raison, ils ont été tués, pris en otage, torturés, chassés de chez eux. L'Arménie poursuit la politique de nettoyage ethnique depuis des décennies », a-t-il déclaré.

Selon Mammadov, des mesures provisoires provisoires contre l'Arménie sont nécessaires pour protéger les personnes contre une menace immédiate : « Après avoir abrité des groupes armés, financé la propagation de la désinformation et soutenu ainsi, l'Arménie continue la violence et l'incitation à la haine contre les Azerbaïdjanais ».

Elnur Mammadov a appelé la Cour internationale de justice des Nations Unies à prendre un certain nombre de mesures contre l'Arménie. Il a noté que l'Arménie « doit prendre toutes les mesures nécessaires pour le déminage rapide, sûr et efficace des mines terrestres posées dans les territoires azerbaïdjanais par l'armée arménienne et / ou d'autres groupes sous la direction, contrôlés ou parrainés par Erevan, y compris en fournissant immédiatement des informations complètes et précises informations sur l'emplacement et les caractéristiques des mines terrestres sur le territoire de l'Azerbaïdjan ».

En conclusion, le représentant de l'Azerbaïdjan a ajouté que son pays « a mené des négociations avec l'Arménie pendant longtemps et n'a fait appel à la cour qu'après qu'Erevan a évité les négociations ».

Erevan a demandé qu'avant l'examen de la revendication principale, l'Azerbaïdjan libère les prisonniers de guerre arméniens et les civils détenus, ferme le parc des trophées à Bakou, cesse d'inciter à la haine et aux actes de vandalisme contre le patrimoine historique et culturel arménien.

L'Arménie a déposé une plainte contre l' Azerbaïdjan devant la Cour internationale de justice des Nations Unies pour violation de six articles de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale le 16 septembre. Le plaignant déclare que « l'Azerbaïdjan a soumis les Arméniens à la discrimination raciale pendant des décennies. Pendant ce temps, les Arméniens ont subi une discrimination systémique, des massacres, des tortures et d'autres humiliations ».

L'Azerbaïdjan a déclaré qu'il « se défendrait résolument » et a présenté une demande reconventionnelle à la Cour de La Haye.

Les intérêts de l'Arménie à la Cour internationale de justice des Nations Unies sont représentés par l'avocat Yeghishe Kirakosyan. Il est le représentant de l'Arménie à la Cour européenne des droits de l'homme. Un groupe d'experts internationaux protégera les intérêts du pays. Ils ont déjà présenté à la Cour de La Haye les principales dispositions des exigences d'action urgente.

Les avocats représentant l'Arménie affirment que le procès contient de nombreuses preuves de torture et d'humiliation de la dignité des prisonniers arméniens en Azerbaïdjan.

L'un des membres du groupe d'experts, Sean Murphy, a déclaré devant le tribunal que même après la fin de la deuxième guerre du Karabakh, l'Azerbaïdjan continue de garder des prisonniers de guerre arméniens. Il a souligné que l'Azerbaïdjan était obligé de les restituer à la fois conformément aux normes humanitaires internationales et conformément à une déclaration tripartite signée par le président Aliyev à l'automne 2020.

L'expert en droit international a évalué le non-respect des obligations de retour des détenus comme « une manifestation de discrimination ethnique ».

Sean Murphy a souligné que la partie arménienne a fourni au tribunal des faits concernant à la fois 45 prisonniers, dont l'Azerbaïdjan confirme la détention et une base de preuves complète sur ceux dont la détention n'est pas reconnue.

Il a rappelé que les forces spéciales azerbaïdjanaises avaient capturé des soldats arméniens en décembre de l'année dernière près des villages de Khin Tager et Khtsaberd, bien que, selon un communiqué trilatéral, « la partie arménienne n'avait aucune obligation de quitter ces deux villages ».

L'orateur a présenté aux juges des preuves de torture de prisonniers arméniens à Bakou, a parlé de publications prouvant que des prisonniers de guerre et des civils détenus ont été brûlés et torturés à l'électricité.

L'avocat a présenté au tribunal les enregistrements vidéo des meurtres et des mauvais traitements de prisonniers arméniens. Certains d'entre eux ont été diffusés sur les réseaux sociaux par les militaires des forces armées

azerbaïdjanaises eux-mêmes.

« Aujourd’hui, vous pouvez entendre que tous ces prisonniers de guerre sont des criminels, et que leur détention n’a rien à voir avec le nettoyage ethnique alors que les faits témoignent spécifiquement du nettoyage ethnique » a déclaré l’expert.

Les avocats représentant les intérêts de l’Arménie ont souligné que l’Azerbaïdjan est en train de détruire les monuments culturels et religieux arméniens.

L’expert en droit international et conseiller juridique Pierre D’Arzhan, en particulier, s’est concentré sur le bombardement de la cathédrale de Kazanchetsots pendant la guerre de 44 jours - deux fois par jour :

« Les Arméniens ne peuvent pas se sentir en sécurité dans le Haut-Karabakh, y compris dans les lieux qui leur sont sacrés. »

Selon l’avocat, bien que le président Aliyev ait déclaré en septembre depuis la tribune de l’ONU que l’Azerbaïdjan est un pays de tolérance et de coexistence pacifique entre différents peuples, les faits indiquent le contraire :

« Ces faits montrent le vrai visage du régime au pouvoir en Azerbaïdjan, une politique pleine de haine, qui est contraire à la convention. »

Un autre membre du groupe d’experts, Konstantinos Salonidis, a souligné que la propagande haineuse en Azerbaïdjan est menée au plus haut niveau et se poursuit après la guerre. Selon lui, pour s’en convaincre, il suffit d’écouter les discours du président Aliyev.

L’avocat a rappelé le parc des trophées qui a ouvert ses portes à Bakou en avril 2021, où des mannequins de soldats arméniens humiliant leur dignité étaient exposés à côté d’équipements militaires capturés par la partie azerbaïdjanaise pendant la guerre.

La décision de la Cour internationale de Justice sur les deux demandes sera rendue ultérieurement.

JAMnews

10- Caucasian Knot

21/10/2021

Analysts note subsiding tension in relations between Baku and Tehran

Tension in relations between Baku and Tehran is subsiding, and the release of Iranian truck drivers and an order for Iranian carriers to stop travelling to the zone of responsibility of Russian peacekeepers in Karabakh will contribute to the normalization of relations between Azerbaijan and Iran, Azerbaijani analysts suggest.

The [“Caucasian Knot”](#) has reported that on September 11, an Azerbaijani police checkpoint [was opened in the border area between the Armenian cities of Goris and Kapan](#). On September 15, it was reported about [the detention of two Iranian truck drivers](#). The Ministry of Internal Affairs (MIA) of Azerbaijan claimed that they illegally crossed the border. Today, Baku [has announced their release](#).

The Iranian authorities have banned the transport companies of the country from entering Karabakh and the Lachin District.

“The source of tension between Baku and Tehran can be considered exhausted. It all started with Iran ignoring the Baku’s requests to stop transportation to Karabakh through the Lachin corridor, bypassing the Azerbaijani laws ... But yesterday, Iran announced the termination of transportation of cargos through Karabakh,” said **Togrul Djuvarly**, a member of the Azerbaijani National Public Committee for European Integration.

Tofiq Turkel, an observer of the “Turan” agency, believes that the tension between the two countries will decrease. According to him, it is important for Azerbaijan that Iran respects the sovereign rights of Baku.

According to an author of the “Wind from Absheron” blog on the [“Caucasian Knot”](#), at the same time, “there remain deep Azerbaijan-Iranian problems caused by the national interests of about 20 million Azerbaijanis living in Iran.”

Source: <https://www.eng.kavkaz-uzel.eu/articles/57086/>

© Caucasian Knot

11- Les Nouvelles d'Arménie

21/10/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=84961

L'Arménie terre de mission pour le patriarcat de Moscou ?

Le 15 octobre 2021, le centre d'information du Patriarcat de l'Église orthodoxe russe [Русская православная церковь / Russkaya pravoslavnaya Tserkov] a annoncé la décision de son synode de créer un diocèse en Arménie. L'événement constitue une première puisqu'aucune structure diocésaine de cette Église n'avait jamais existé auparavant sur le sol arménien malgré 163 ans d'occupation russe, puis soviétique. Le communiqué précisait que son primat portera le titre « d'Évêque d'Erevan et des Arméniens ». Clin d'œil de l'histoire ? son premier titulaire est l'archevêque Léonide Gorbachev dont la famille est originaire de Stavropol et de Krasnodar, des régions où se trouvent d'importantes anciennes communautés arméniennes. Après son intronisation canonique, l'archevêque Léonide conservera l'essentiel de ses responsabilités à la tête du « Département des relations extérieures du Patriarcat de Moscou ». Depuis 2016, il était déjà chargé de l'administration des paroisses russes en Arménie ainsi qu'à Vladikavkaz.

Un passé d'Église de garnison

Présente dans cette partie de l'Arménie depuis 1828, année de l'annexion de la région par la Russie, l'Église russe compte actuellement huit lieux de culte sur le territoire de la République d'Arménie.

Durant près d'un siècle, cette entité ecclésiale n'a en réalité été qu'une « grande paroisse de garnison » puisque la plupart de ses églises étaient bâties dans les enceintes de l'armée impériale. Il était naturellement impensable que les soldats du Tzar puissent fréquenter les lieux de culte d'une Église considérée au mieux comme « hétérodoxe », si ce n'est « hérétique, » et naturellement encore moins d'être admis à son eucharistie. Le plus aimable des qualificatifs dont les Russes gratifiaient alors les Arméniens était celui de « monophysites ».

A l'heure actuelle, le nombre de ses fidèles est difficilement quantifiable. Elle rassemblerait une partie des 12 000 Russes « ethniques » vivant dans le pays - à l'exception des 3 000 Molokans qui sont considérés comme une secte - mais aussi des Ukrainiens et des Grecs originaires du Pont. Les membres de l'Église orthodoxe russe appartiennent également à des familles « mixtes » arméno-russes et aux troupes de la Fédération de Russie basées en Arménie. D'après le père Arsen Grigoriants, recteur de la paroisse de l'Intercession de la Sainte-Mère-de-Dieu du quartier de Kanaker à Erevan, lui-même d'origine arménienne, la majorité de ses membres seraient aujourd'hui des Arméniens « convertis » à l'Orthodoxie chalcédonienne.

Malgré la modestie du nombre de ses fidèles - environ 600 personnes - l'Église orthodoxe géorgienne a établi formellement un diocèse en Arménie [sur le Lori et une partie de la région du Tavush] pour assoir ses revendications sur huit églises et monastères de ces régions qu'elle considère comme siens. A ce jour, ce diocèse n'est pas reconnu par les autorités arméniennes. Dans le même temps, l'État et l'Église de Géorgie refusent toujours de restituer des dizaines de leurs églises aux Arméniens du pays, dont plus d'une vingtaine à Tbilissi, la capitale. Nombre de ces sanctuaires ont d'ailleurs été « géorgianisés » après avoir été dépouillés de toutes les inscriptions et motifs décoratifs arméniens.

Vers une Église missionnaire ?

Malgré une « fraternité d'apparence » récemment réaffirmée à l'occasion du sommet des chefs spirituels russe, arménien et azéri à Moscou le 13 octobre dernier, l'Église orthodoxe russe agit en réalité comme une entité

« missionnaire » en Arménie en n'hésitant pas, par la fondation de ce diocèse, à bousculer ouvertement et brutalement les principes ecclésiologiques de l'Église universelle ainsi que les bons usages de la vie œcuménique. Mais on n'est à peine étonné lorsque l'on analyse les relations qu'elle entretient avec les autres Églises, y compris ses Églises-sœurs, dont le Patriarcat œcuménique de Constantinople.

Force est de constater qu'une fois de plus, conformément à une vieille tradition russe et soviétique, le sabre, puis la faucille et le goupillon russes, œuvrent aujourd'hui dans une même dynamique, avec des objectifs communs.

Au moment même où l'Église russe annonçait la création de son « diocèse d'Erevan et des Arméniens », Sergey Lavrov s'exprimait sur l'opportunité d'ouvrir de nouvelles écoles russes en Arménie.

Nous assistons donc à un alignement très exceptionnel, sans doute purement fortuit, des calendriers militaires, culturels, religieux et diplomatiques de Moscou.

L'Azerbaïdjan en embuscade

Après le sommet des trois responsables religieux, arménien, russe et azéri, le site « 365 jours » d'Erevan prédit pour cette fin de semaine des « nouveautés », cette fois du côté de l'Artsakh.

Ce media annonce ni plus ni moins que le transfert par Bakou de la cathédrale du Saint-Sauveur-de-tous de Chouchi à l'Église orthodoxe russe. Dès le 21 janvier de cette année, le site « lagazetteaz.fr » destiné aux amis francophones de l'Azerbaïdjan préparait l'opinion internationale en écrivant « qu'il n'y avait jamais eu d'église arménienne à Choucha » et en présentant une thèse conspirationniste qui entend prouver que la cathédrale de Chouchi bâtie dans un style russe était destinée à accueillir les dévotions des soldats russes en garnison dans la ville. L'édifice aurait ensuite été « maquillé » en église arménienne. Les « preuves » de Bakou apparaîtront sans doute avec la fin du « toilettage » de la cathédrale et la levée des bâches qui la dissimulent actuellement.

<https://www.lagazetteaz.fr/news/politique/4047.html>

Mais en attendant, comment la hiérarchie de notre Église interprète-t-elle la titulature du primat de ce nouveau diocèse russe : « ԵՐԵՎԱՆԻ ԵՒ ՀԱՅՈՑ ԵՄԻՍԿՈՒՄՆՈՒ » ?

12- Le Courrier d'Erevan

20/10/2021

Encore cinq prisonniers de guerre arméniens sont revenus à Erevan

Hier soir, cinq prisonniers de guerre arméniens retenus dans une prison à Bakou depuis près d'un an sont rentrés en Arménie.

Leur retour est devenu possible grâce à la médiation du général-lieutenant Mouradov, ancien commandant des forces de la paix russes en Artsakh, qui les a accompagnés en personne.

Nos félicitations les plus sincères aux militaires revenus et à leurs familles. L'Arménie attend le retour de tous ses citoyens détenus par l'Azerbaïdjan depuis l'arrêt de la guerre en novembre 2020.

13- Le Courrier d'Erevan

18/10/2021

<https://www.courrier.am/fr/actualite/le-gouvernement--armenien-et-air-arabia-vont-investir-10-millions-de-dollars-chacun-pour>

Le gouvernement arménien et Air Arabia vont investir 10 millions de dollars chacun pour créer la compagnie aérienne nationale arménienne

Le gouvernement arménien investira environ 4,733 milliards AMD dans le capital social du Fonds des intérêts de l'État d'Arménie CJSC pour payer les actions de la compagnie aérienne nouvellement créée et augmenter son capital social conformément à la législation de la République d'Arménie en émettant des actions ordinaires supplémentaires et en les plaçant en faveur de la République d'Arménie. La décision a été prise lors de la dernière session du gouvernement, le 14 octobre 2021.

David Papazyan, chef du Fonds pour les intérêts de l'Arménie (ANIF), a noté que le 14 juillet 2021, un accord a été signé entre l'ANIF et une société détenue à 100 % par Air Arabia, selon lequel les parties se sont engagées à créer une compagnie aérienne nationale arménienne. L'ANIF a accepté de payer 4 733 720 000 AMD pour les actions de cette société ; la société détenue par Air Arabia fera également un investissement à partir des fonds respectifs de sa participation.

La compagnie sera exploitée par Air Arabia, la première compagnie aérienne à bas prix au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

« Nous ne nous contentons pas d'enregistrer une compagnie aérienne, ce qui aurait théoriquement pu être l'une des tentatives similaires faites au cours des 20 à 25 dernières années. Avec ce programme, nous créons une compagnie aérienne nationale compétitive, qui dispose au départ d'un avantage concurrentiel car le modèle Air Arabia a connu un succès pendant environ 20 ans », a déclaré M. Papazyan, ajoutant qu'ils ont obtenu le modèle le plus viable. Pour la première fois, cela nous donnera l'opportunité d'avoir une compagnie aérienne nationale basée sur une stratégie compétitive et viable à long terme. Le programme est viable parce qu'il intègre un modèle de réussite éprouvé, une gestion

professionnelle et une longue expérience en matière de développement de stratégies. « *La création d'une entreprise avec la plus grande compagnie aérienne à bas prix du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord est également importante en termes de concurrence pour les investissements* », a déclaré David Papazyan.

Selon lui, un programme réussi avec un partenaire de ce calibre servira plusieurs autres méga-objectifs dans le domaine complexe du transport aérien, en contribuant notamment à faire de l'Arménie un pays attrayant pour les hommes d'affaires, sûr pour les investissements et un partenaire désirable et fiable. Papazyan a également ajouté que cette société n'aurait aucun privilège commercial.

Nikol Pachinyan a déclaré qu'en 2018 déjà, ils parlaient de la création et du développement de compagnies aériennes arméniennes en République d'Arménie, et le gouvernement a un rôle à jouer à cet égard.

« Cette décision reflète la volonté politique du gouvernement arménien d'avoir une compagnie aérienne nationale arménienne, ce qui ne signifie pas qu'il ne doit pas y avoir d'autres compagnies aériennes arméniennes en Arménie. Le gouvernement arménien, ayant un accord avec Air Arabia (une filiale), fait ce qui suit : chaque partie investit 10 millions de dollars. Nous invitons Air Arabia, qui a de l'expérience dans la création et le développement de compagnies aériennes, à collaborer et à gérer une compagnie aérienne appelée ArNA ».

M. Pachinyan a souligné que la compagnie aérienne à créer ne bénéficierait d'aucun privilège et qu'elle opérerait dans un environnement tout aussi compétitif. Il a déclaré que tout devait être fait pour que la compagnie aérienne commence à assurer des vols réguliers à partir du printemps 2022.

14- Nor Haratch Hebdo

18/10/2021

Contrat civil subit plusieurs revers lors des élections locales

Le parti Contrat civil du Premier ministre Nikol Pachinian n'a pas réussi à détrôner Arouch Arouchianian, le maire sortant de Goris lié à l'opposition, et a également été battu à Gumri lors des élections locales qui se sont tenues ce dimanche.

Les électeurs se sont également rendus aux urnes dans sept autres communautés. Dans la plupart d'entre eux, ils ont élu, sur la base d'une liste de parti, des conseils locaux qui nommeront à leur tour leurs maires.

Le scrutin le plus attendu s'est déroulé dans la ville de Goris et dans plusieurs villages environnants formant une seule unité administrative. Son maire sortant, Arouch Arouchianian, a été arrêté en juillet sur une série d'accusations pénales rejetées par lui comme étant motivées par des considérations politiques. Les deux adjoints d'Arouchianian ont été arrêtés en août mais ont ensuite été libérés.

Arouchianian, qui dirige la communauté depuis 2017, n'a jusqu'à présent été reconnu coupable d'aucun crime et a donc été autorisé à se présenter à sa réélection. Il est affilié à la principale alliance d'opposition Hayastan dirigée par l'ancien président Robert Kotcharian.

Les résultats préliminaires des élections indiquent que le bloc d'Arouchianian a remporté 62 % des voix, contre environ 36 % pour Contrat civil. Le candidat du parti au pouvoir, Vladimir Abounts, a effectivement reconnu sa défaite.

« Je ne m'attendais pas à un tel résultat car pendant la campagne électorale, nous

étions convaincus que nous allons gagner », a déclaré Abounts aux journalistes en fin de soirée.

Le vote de dimanche a été marqué par des accusations mutuelles d'actes criminels et une présence policière accrue à Goris, condamnées par le bloc d'Arouch Arouchanian comme une tentative du gouvernement d'intimider ses partisans.

Les forces de police spéciales envoyées d'Erevan ont également fait une descente au siège de campagne du bloc et l'ont fouillé pendant plusieurs heures. Un avocat du bloc a déclaré soupçonner le père du maire sortant et directeur de campagne, Gagik Arouchanian, d'avoir acheté des voix.

Le nouveau conseil de Goris réélira presque certainement Arouchanian à la tête de la communauté. Reste à voir si les tribunaux arméniens accepteront de le libérer en attendant l'issue de son procès.

Dans une autre communauté importante comprenant les villes de Meghri, d'Agarak et plusieurs villages, le parti de Pachinian a été battu dimanche par le parti pro-occidental Hanrapetoutioun, opposé au gouvernement arménien, mais qui le soutient sur certaines questions.

Le parti Contrat civil l'a emporté dans deux autres communautés du Sunik plus petites, a subi un autre sérieux revers à Gumri. La deuxième plus grande ville d'Arménie est dirigée par Samvel Balassanian, un homme d'affaires local, depuis neuf ans. Il était allié à l'ancien gouvernement arménien qui l'a aidé à être réélu en 2016.

Bien que Balassanian ait décidé de ne pas briguer un autre mandat, un parti

nouvellement créé portant son nom a rejoint la course à la municipalité. Sa liste de candidats aux élections était dominée par l'un des proches du maire sortant, Vardges Sanossian.

Le bloc de Balassanian a remporté 36,6% des voix lors des élections marquées par un taux de participation extrêmement bas de 24%. Le parti Contrat civil a terminé deuxième avec environ 30% des voix. On ne sait pas encore si le bloc de Balassanian envisage un accord de partage du pouvoir avec le parti de Pachinian ou les autres groupes d'opposition pour élire le prochain maire de Gumri.

15- Areion 24 News

21/10/2021

<https://www.areion24.news/2021/10/21/quel-avenir-pour-la-turquie-dans-lotan/>

Quel avenir pour la Turquie dans l'OTAN ?

Par Ahmet Cenk Sari

Acteur-clé de la stratégie de dissuasion de l'OTAN depuis 1952, la Turquie continue aujourd'hui encore à être essentielle à l'Alliance atlantique. Cependant, ces dernières années, la place de la Turquie dans l'Alliance est devenue incertaine, notamment du fait de la dégradation de ses relations avec plusieurs membres, ainsi que de son rapprochement avec Moscou.

Depuis son intégration à l'Alliance atlantique, la Turquie y joue un rôle stratégique. En effet, dès 1961, elle devient le premier État européen à accueillir les armes nucléaires américaines sur son sol, sur la base aérienne d'İncirlik—vitale, aujourd'hui encore, pour l'armée américaine et l'OTAN. Le pays accueille également d'autres bases essentielles à l'OTAN, avec la station radar de Kürecik et le LANDCOM (1) à Izmir. Le pays participe aussi activement aux opérations de l'OTAN, notamment lors de la guerre de Yougoslavie mais également en Afghanistan, où Ankara a envoyé ses troupes pour contribuer aux opérations menées par les États-Unis.

Cependant, Ankara bénéficie également de l'Organisation, qui lui permet notamment d'avoir accès à des systèmes d'armes modernes, de bénéficier de la protection du fameux article 5 (2) et d'avoir une voix au cœur du système de sécurité occidental. Pourtant, cela ne signifie pas pour autant que tout soit rose. En effet, ces dernières années, la place de la Turquie dans l'Alliance est devenue incertaine, et ses relations avec plusieurs membres se sont dégradées. En particulier avec la France, qui a envoyé deux chasseurs Rafale et une frégate de classe La Fayette en Méditerranée orientale en 2020 pour empêcher la Turquie de poursuivre son agression à l'encontre de la Grèce—également membre de l'Alliance—, qui demandait l'appui de la France après l'envoi par la Turquie d'un navire de recherche sismique, escorté de neuf navires de guerre, près de l'île grecque de Kastellorizo.

Changement de camp pour Ankara ?

Changer de camp n'est pas quelque chose de nouveau pour le gouvernement turc. Au lendemain de la crise de 2015/2016 avec Moscou (3), Erdoğan avait déjà inversé sa position traditionnelle à l'égard de la présence de l'OTAN en mer Noire, en faisant valoir que l'Alliance devait faire preuve de solidarité avec Ankara. Cependant, un an plus tard, la Turquie et la Russie menaient un exercice militaire conjoint en mer Noire.

En outre, depuis la tentative de coup d'État ratée en Turquie en 2016, Moscou a redoublé d'efforts afin de prouver son amitié à Ankara et de s'afficher comme un défenseur inflexible de la souveraineté de la Turquie. Il ne fait aucun doute que ces efforts ont eu leur écho en Turquie.

Ami ou ennemi ?

En 2019, selon le Pew Research Center, 39 % des Turcs avaient une opinion favorable concernant la Russie. Un autre sondage important réalisé par l'université Kadir Has à Istanbul donnait également un résultat similaire. Ainsi, les personnes considérant la Russie comme une menace sont passées de 34,9 % en 2016 à seulement 12,4 % en 2018. Dans le même temps, 60,2 % des Turcs pensent que les États-Unis sont devenus une menace pour la Turquie qui de son côté, bénéficie d'une moindre confiance de la part de ses alliés européens. En effet, selon le rapport GMF Transatlantic Trends de 2021, ce sont deux tiers des États européens qui pensent que la Turquie n'est pas un allié fiable. À titre d'exemple, 76 % des Allemands, 74 % des Suédois et 72 % des Français ne pensent pas que la Turquie soit un partenaire stable.

Ce sentiment est réciproque pour les Turcs, qui se montrent également sceptiques à l'égard de leurs alliés traditionnels. Seuls 54 % d'entre eux pensent que l'Allemagne est crédible, tandis que le niveau de confiance est de seulement 26 % à l'égard de la France et de 23 % pour les États-Unis. Pourtant, la Turquie n'est pas opposée à l'OTAN avec 69 % des Turcs qui considèrent que l'Alliance atlantique est importante pour la sécurité du pays. Mais la Turquie n'en demeure pas moins le pays le plus réticent à l'égard du rôle des Américains dans la sécurité de l'Europe. Selon le rapport, seuls 31 % des Turcs soutiennent l'idée que les États-Unis devraient être plus actifs en Europe.

Par conséquent, même si la Turquie pense qu'il est bénéfique d'être membre de l'OTAN, Ankara agit avec méfiance envers ses alliés et ne veut pas que les États-Unis reviennent davantage en Europe. En effet, l'absence de l'ombre américaine sur le continent européen permet à la Turquie de s'affirmer davantage alors que les Américains sont distraits par le Pacifique et la menace chinoise croissante. En déclarant que l'OTAN était « en état de mort cérébrale », le président français Emmanuel Macron souhaitait sans doute souligner que le manque de leadership américain laissait la place aux opportunistes au sein de l'Alliance.

Qu'est-ce qui a poussé la Turquie à aller si loin ?

Afin de comprendre pourquoi la Turquie s'est aliénée à ce point de nombreux membres de l'OTAN, nous devons examiner la façon dont Ankara perçoit les menaces. En effet, les préoccupations de la Turquie sont le produit de sa situation problématique et de sa perception des menaces intérieures et extérieures. Il ne fait aucun doute que l'échec du processus d'adhésion à l'UE, les divergences

entre la Turquie et les autres membres de l'OTAN sur la Libye, la Syrie, le Caucase du Sud ont exacerbé le sentiment turc d'être abandonné par ses alliés. En outre, le sentiment d'Ankara d'être marginalisé au sein du système occidental a alimenté son sentiment d'encerclement. En conséquence, la Turquie s'est retrouvée dans une « solitude précieuse ». Mais même s'il est vrai que, dans une certaine mesure, Ankara s'est retrouvée seule notamment avec le cas syrien, cela est également dû en partie à sa faible propension à négocier ainsi qu'à son incapacité à allier ses capacités et ses désirs.

Par ailleurs, le fait d'être membre d'une alliance ne signifie pas nécessairement une solidarité inconditionnelle. Les alliances fonctionnent sur la base d'une confiance minimale, d'un niveau d'engagement acceptable et d'un équilibre coûts-avantages. Par conséquent, il doit être clair qu'un mouvement collectif au sein d'une alliance n'est possible que lorsqu'il existe une convergence minimale d'intérêts. Jusqu'à présent, nous ne pouvons pas dire que c'était le cas pour la Turquie et les autres membres de l'OTAN.

Concernant les S-400 acquis par la Turquie, en avait-elle besoin ?

La Turquie n'a aucun ennemi qui possède la capacité de lancer des missiles de moyenne ou longue portée sur son sol : la Russie ne l'attaquera pas (sauf en cas de guerre totale avec l'OTAN), la Syrie n'en a pas les moyens, et l'Iran ne se risquerait pas à attaquer un membre de l'Alliance au risque de tout perdre. Dès lors, nous pouvons nous demander : était-il nécessaire d'acheter un système S-400 ? Il n'existe en effet aucune raison tangible à part d'hypothétiques menaces futures. Cette décision semble donc constituer pour Ankara une erreur de calcul à plusieurs titres :

- il est difficile de relier ce système de défense au reste des forces turques puisque la plupart des équipements turcs proviennent des États-Unis et d'autres membres de l'OTAN ;
- cela a entraîné un affaiblissement du système de défense sur le flanc sud de l'alliance ;
- l'exclusion de la Turquie du programme F-35 a entraîné une perte estimée à 1,4 milliard de dollars pour son industrie aérospatiale ;
- la réticence d'Ankara concernant le S-400 a été perçue sur la scène

internationale comme un changement significatif du positionnement de la Turquie.

Cette décision n'était donc pas une démarche nécessaire puisque ses avantages sont ambigus alors que ses coûts sont clairs.

Tout est-il pour autant perdu ?

Le fait de réclamer davantage de sanctions, voire d'expulser la Turquie de l'OTAN, n'aidera ni l'Alliance, ni les intérêts de ses États membres dans la région. En effet, les relations étroites du président Erdoğan avec la Russie et la Chine et ses politiques de plus en plus répressives sont préoccupantes. Cependant, la Turquie et la Russie ne sont pas encore des alliés pour autant. Les deux États ont des intérêts divergents en Libye, en Syrie, dans le Caucase du Sud et en Ukraine. Il est donc encore possible de prendre des mesures afin de rétablir les relations entre Ankara et l'OTAN :

- la Turquie doit d'abord prouver son engagement envers l'Alliance en décidant de ne pas utiliser le système du S-400. Cela constituerait un bon signal pour commencer un rapprochement, et le pays pourrait ainsi être réadmis au programme F-35 ;
- la Turquie et les autres membres de l'OTAN devraient opérer ensemble pour façonner l'avenir d'une Syrie post-conflit. Il est donc nécessaire de trouver des compromis entre la Turquie, les États-Unis, la France et les autres membres à ce sujet. Si la Turquie obtient suffisamment de concessions sur les forces syriennes kurdes du YPG, elle pourra travailler avec ses alliés. Cependant, en contrepartie, elle devra faire preuve de davantage de flexibilité sur la question du Nord de la Syrie ;
- enfin, Ankara va devoir s'ouvrir à une discussion sur la Méditerranée orientale et respecter la ZEE de la Grèce et de Chypre. Ces trois États vont également devoir résoudre ensemble leurs problèmes mutuels sans entraîner l'implication d'une tierce partie.

Cependant, il semble peu vraisemblable que ces trois conditions puissent avancer rapidement. Il est en revanche plus probable de pouvoir observer des avancées constructives sur un autre domaine : la mer Noire.

Pourquoi la mer Noire est-elle plus importante qu'auparavant ?

Il ne fait aucun doute que la région devient de plus en plus critique pour l'OTAN et ses membres, qui cherchent à mettre fin à la présence croissante de la Russie. En 2021, la flottille russe de la mer Noire recevra son nouvel équipement, notamment son dernier système automatique de surveillance de surface. Il est donc crucial pour l'Alliance atlantique de contrôler la Russie dans cette région. Premièrement, cela permettra de réduire l'influence de Moscou en Méditerranée et, à terme, en haute mer. Deuxièmement, cela sera bénéfique à la sécurisation du corridor gazier du sud. Enfin, cela empêchera la Russie de mettre l'OTAN devant un fait accompli, comme elle a pu le faire avec la Crimée.

En conséquence, la mer Noire doit devenir le nouveau théâtre d'affrontement entre les membres de l'Alliance et la Russie. La Turquie est consciente de l'importance de la zone, c'est pourquoi elle a déjà pris des mesures en approfondissant sa coopération avec l'Ukraine, la Géorgie et l'Azerbaïdjan. Afin d'envoyer un message clair à Moscou, l'OTAN devra donc déployer en mer Noire des efforts soutenus, davantage que ce que l'Alliance a fait en Méditerranée avec le Standing NATO Maritime Group 2 (SNMG2)—une force navale multinationale composée de 7 à 8 navires—en continuant à effectuer des exercices militaires tels que « *Sea Breeze 2021* », qui a rassemblé dans le Nord-Ouest de la mer Noire, sous l'égide de l'Ukraine et des États-Unis, près de 5000 militaires et 30 navires d'une trentaine de pays pendant deux semaines.

Si l'OTAN et la Turquie peuvent donc encore rétablir leurs relations en mer Noire, il faudra néanmoins qu'Erdoğan démontre sa volonté de continuer à faire partie de l'Alliance. Ce qui constitue un sujet de plus dans la longue liste des problèmes en attente.

L'Alliance ne pourra continuer à « montrer ses muscles » que dans une certaine mesure. Alors que la liste des litiges avec Ankara est extensible (sanctions américaines contre la Turquie (CAATSA), Chypre, Méditerranée orientale, Syrie, Libye, Caucase du Sud...), la perspective de voir le nombre de ces problèmes se résoudre semble bien maigre. Bien qu'il y ait un consensus sur le fait que la Turquie doit rester dans l'OTAN, il convient de se demander quel type de membre Ankara choisira d'être. Même s'il n'existe pas de mécanisme écrit permettant d'expulser un membre, cela ne signifie pas que le Conseil de l'Atlantique Nord ne suspendra pas ou ne mettra pas fin à une adhésion sur la base d'une violation matérielle du Traité. Tout n'est pas pour autant perdu, mais il reste encore beaucoup à faire afin de rétablir les relations et la confiance. Et cela pourrait

prendre beaucoup de temps.

Notes

(1) Le LANDCOM est le QG permanent des forces terrestres de l'OTAN et, sur ordre du Commandement suprême des forces alliées en Europe (SACEUR), il fournit le noyau du quartier général responsable de la conduite des opérations terrestres.

(2) L'article 5 stipule que si un pays de l'OTAN est victime d'une attaque armée, chaque membre de l'Alliance considérera cet acte de violence comme une attaque armée dirigée contre l'ensemble des membres et prendra les mesures qu'il jugera nécessaires pour venir en aide au pays attaqué.

(3) À l'automne 2015, l'armée turque abattait en vol un Sukhoï Su-24 de l'armée de l'air russe ayant fait une incursion dans l'espace aérien de la Turquie. C'était alors la première fois qu'un membre de l'OTAN attaquait un appareil russe depuis la guerre de Corée.

16- Le Monde

18/10/2021

https://www.lemonde.fr/international/article/2021/10/18/la-russie-gele-sa-mission--avec-l-otan-sur-fond-d-affaire-d-espionnage_6098857_3210.html

La Russie suspend ses relations

avec l'OTAN sur fond d'affaire d'espionnage

Moscou reproche à l'Alliance atlantique son ambition de s'étendre à ses frontières en intégrant en son sein l'Ukraine et la Géorgie.

Le Monde avec AFP

C'est une nouvelle illustration des fortes tensions qui opposent depuis plusieurs années la Russie et les Occidentaux entre sanctions, expulsions croisées de diplomates, accusations d'ingérence électorale, d'espionnage et cyberattaques attribuées à Moscou.

La Russie a annoncé, lundi 18 octobre, suspendre sa mission de représentation auprès de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et celle de l'OTAN à Moscou. Cette décision fait suite au retrait, début d'octobre par l'Alliance, des accréditations de huit émissaires russes, accusés d'espionnage.

La Russie reproche pour sa part à l'Alliance atlantique son ambition de s'étendre à ses frontières en intégrant en son sein l'Ukraine et la Géorgie, des ex-républiques soviétiques qu'elle considère comme faisant encore partie de sa sphère d'influence. « *A la suite de certaines mesures prises par l'OTAN, les conditions de base pour un travail en commun ne sont plus là* », a déclaré lundi le ministre des affaires étrangères russe, Sergueï Lavrov, précisant qu'a priori ces décisions prendraient effet le 1^{er} novembre.

Dans le détail, la Russie va suspendre indéfiniment sa mission à Bruxelles auprès de l'alliance militaire occidentale, ainsi que la mission de l'OTAN accueillie par l'ambassade de Belgique à Moscou. Cette dernière a pour rôle d'assurer la liaison entre l'Alliance atlantique à Bruxelles et le ministère de la défense russe

M. Lavrov a également annoncé « *mettre fin à l'activité du bureau d'information de l'OTAN* ». Ce dernier est défini par l'Alliance comme ayant pour mission

d'« améliorer la connaissance et la compréhension mutuelles ».

Depuis 2014 et l'annexion de la Crimée par la Russie, « l'OTAN a déjà fortement réduit les contacts avec notre mission. Du côté militaire, il n'y a eu aucun contact depuis lors », a justifié le chef de la diplomatie russe.

« Activités malveillantes »

Il a assuré que l'OTAN n'était « pas intéressée par un dialogue et un travail d'égal à égal ». « Nous ne voyons pas la nécessité de prétendre qu'un quelconque changement est possible dans un avenir prévisible », a-t-il dit. Pour sa part, l'OTAN a fait savoir qu'elle avait « pris note des commentaires du ministre Lavrov aux médias ». « Nous n'avons eu aucune communication officielle sur le sujet qu'il avait évoqué », a affirmé une porte-parole de l'Alliance atlantique, Oana Lungescu.

En cas d'« urgence », l'Alliance pourra à l'avenir contacter l'ambassadeur russe en Belgique, a encore affirmé M. Lavrov. Ces annonces surviennent après d'énormes accusations d'espionnage. Au début d'octobre, l'OTAN avait annoncé retirer leur accréditation à huit membres de la mission russe à Bruxelles, accusés d'être des « agents de renseignement russes non déclarés ». Et le secrétaire général de l'Alliance, Jens Stoltenberg, avait dans la foulée accusé Moscou d'« activités malveillantes » croissantes en Europe. La Russie avait pris acte en estimant que l'OTAN, fondée en 1949 par les adversaires de l'Union soviétique, avait démontré son refus de normaliser les relations.

L'affaire Skripal en toile de fond

L'OTAN avait déjà décidé en mars 2018 de retirer leurs accréditations à sept membres de la mission russe et de les faire expulser de Belgique à la suite de l'empoisonnement au Royaume-Uni de Sergueï Skripal, un ancien agent double russe, et de sa fille Ioulia.

Le nombre des accréditations de la mission de la Russie à Bruxelles avait alors été réduit de 30 à 20. Le 7 octobre 2021, ce nombre avait encore été abaissé et ramené à 10.

Malgré les fortes tensions, le haut commandement militaire russe a rencontré à

plusieurs reprises depuis 2014 dans des pays tiers des chefs militaires de l'OTAN ou du Pentagone.

En février 2020, le chef d'état-major russe Valéri Guerassimov s'était ainsi entretenu en Azerbaïdjan avec le commandant suprême de l'OTAN en Europe, le général américain Tod Wolters. En septembre 2021, M. Guerassimov avait rencontré son homologue américain, Mark Milley, à Helsinki en Finlande, après un précédent entretien en décembre 2019.

Le Monde avec AFP

17- Les Echos

18/10/2021

<https://www.lesechos.fr/monde/europe/la-russie-coupe-les--ponts-avec-lotan-1355935>

La Russie coupe les ponts avec l'Otan

La Russie a fermé son bureau de liaison avec l'Alliance atlantique en représailles à des expulsions de ses diplomates accusés d'espionnage. Parallèlement, le chef du Pentagone a entamé une tournée dans la région de la mer Noire, soumise traditionnellement à des ingérences russes.

Par [Yves Bourdillon](#), [Sophie Amsili](#)

Rupture symboliquement forte, quoiqu'aux conséquences géopolitiques mesurées. La Russie a annoncé ce lundi qu'elle [fermait son bureau de représentation auprès de l'Alliance atlantique](#) , ouvert à Bruxelles en 1998, de même que la mission de l'Otan à Moscou s'interrompt.

« Les conditions de base pour un travail en commun ne sont plus là », a déclaré le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, après la décision il y a quelques jours de l'Otan de retirer leur accréditation à huit membres de la mission russe à Bruxelles, accusés d'espionnage.

Les canaux de communications restent ouverts

Pour communiquer en cas « d'urgence », l'Otan devra désormais échanger avec l'ambassade russe à Bruxelles, a précisé le chef de la diplomatie russe. La décision du Kremlin est une nouvelle illustration des tensions croissantes ces dernières années entre les Occidentaux et les Russes, les premiers accusant les seconds d'ingérence électorale, d'espionnage ou encore de cyberattaques.

Les échanges entre le Kremlin et l'Alliance atlantique s'étaient déjà nettement réduits après l'annexion de la péninsule ukrainienne de Crimée par la Russie en 2014. L'Otan avait alors suspendu toute coopération politique et militaire avec Moscou, mais avait laissé les canaux de communication ouverts.

Les tensions bilatérales récurrentes entre Moscou et Washington n'ont toutefois pas empêché la tenue d'un sommet entre le président américain, Joe Biden et son [homologue Vladimir Poutine](#) , en juin, à Genève, ainsi que le prolongement d'un accord de désarmement nucléaire dès l'arrivée de Joe Biden à la Maison-Blanche, en janvier. La venue de la numéro trois de la diplomatie américaine, Victoria Nuland, la semaine dernière à Moscou a aussi été jugée « utile » par le Kremlin.

La décision du Kremlin de ce jour s'explique par le fait que « la Russie ne considère plus vital le dialogue avec les instances occidentales multilatérales établies et consolidées pendant la guerre froide, UE et Otan,

...